

**Convention collective**

IDCC : 8734. – **EXPLOITATIONS DE PÉPINIÈRES ET D'HORTICULTURE  
(MIDI-PYRÉNÉES)  
(5 février 1981)**

(Etendue par arrêté du 19 juin 1981,  
*Journal officiel* du 26 juillet 1981)

**AVENANT N° 89 DU 24 SEPTEMBRE 2009**

NOR : *AGRS1097026M*

IDCC : 8734

Entre :

La fédération régionale des producteurs de l'horticulture et des pépinières  
de Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

La fédération agroalimentaire et forestière Midi-Pyrénées CGT ;

L'union régionale des syndicats confédérés FO pour Midi-Pyrénées ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agroalimentaires CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 39 de la convention collective de travail susvisée et l'annexe VI  
sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

« Article 39

*Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail  
pour raisons de santé*

En cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident, professionnels ou non, les salariés non cadres relevant du champ d'application de la présente convention percevront un complément de salaire dans les conditions prévues par l'article L. 1226-1 du code du travail.

Pour l'application de ces dispositions, les employeurs des établissements de pépinières et d'horticulture sont tenus d'appliquer l'accord relatif à l'obligation résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail des exploitations de

pépinières et d'horticulture de la région Midi-Pyrénées du 24 septembre 2009 figurant à l'annexe VI de la présente convention qui institue une assurance collective et obligatoire couvrant cette obligation.

A l'expiration des périodes d'indemnisation prévues au présent article, en cas de prolongation de l'absence au travail, les salariés bénéficieront de la garantie incapacité temporaire de travail dans les conditions prévues à l'article 39.1. »

## **Article 2**

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 24 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)